



Conseil régional
Groupe FRONT DE GAUCHE
PCF et République & socialisme

COMMISSION PERMANENTE DU 27 MAI 2020

Rapport n° CP 2020-C07

MESURES POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE FACE À LA CRISE SANITAIRE

Amendement

Deux articles sont ajoutés à la délibération.
Le premier est formulé de la façon suivante :

« Décide, au titre de sa contribution financière au programme Discovery, de veiller, en lien avec l'Etat, à ce que les traitements du Covid 19 éventuellement issus de ce programme soient accessibles à tous et à moindre coût, qu'ils soient un bien public mondial et ne viennent alimenter les profits des partenaires économiques de ce programme. »

Le second est formulé ainsi :

« Décide de réorganiser, d'ici la fin de l'année, sa politique de financement de la recherche, en accordant une part accrue des aides régionales à la recherche fondamentale, notamment celle portant sur les virus ».

Exposé des motifs

Pour une politique d'aide à la recherche orientée vers l'intérêt général

Le présent rapport propose l'appui de la Région Ile-de-France aux programmes de recherche Discovery et EPICOV. Face à la pandémie due au SARS Cov 2 et à la nécessité d'un traitement dans les meilleurs délais, ce soutien de la Région est justifié.

Toutefois, des conditions s'imposent pour que les éventuels résultats des recherches soutenues par l'argent public ne se transforment pas, comme souvent, en source de profits financiers pour les partenaires économiques de ce programme. De même, des conditions s'imposent pour que ces mêmes partenaires économiques ne décident pas seuls des coûts et de l'accessibilité des potentiels traitements.

Les enjeux financiers et la concurrence économique qui oppose les laboratoires pharmaceutiques dans le cadre de l'actuelle crise sanitaire ont été particulièrement mis en question ces derniers mois. Récemment, le directeur de Sanofi créait ainsi le scandale en expliquant que les États-Unis pourraient bénéficier des premiers du vaccin si jamais Sanofi les mettait au point, car une agence fédérale américaine avait financé à hauteur de 30 millions de dollars les recherches de cette société.

Les pouvoirs publics, dès lors qu'ils contribuent financièrement à des recherches dans lesquelles sont impliqués, directement ou indirectement, des intérêts économiques privés, doivent être particulièrement attentifs et exigeants sur ces questions. De ces exigences dépend l'égalité des conditions d'accès aux soins de l'ensemble de nos concitoyen-ne-s . Le fruit des recherches (traitements et/ou vaccins) doit être un bien public mondial et ce d'autant plus dans le cadre d'une pandémie.

Le programme Discovery, qui concerne notamment des recherches sur des produits tels que le Remdésivir, produit par la société Gilead sciences, et l'association lopinavir et ritonavir brevetée par la société Abbvie, est lui aussi concerné par ces enjeux.

Notre collectivité, à partir du moment où elle y apporte un soutien financier, même indirect, doit y être attentive. Tel est le sens du premier article proposé par cet amendement.

D'autre part, plusieurs chercheurs ont pointé, dès le début de cette crise sanitaire, la faiblesse de l'aide publique, en France, sur la recherche fondamentale, et entre autres celle qui concerne les coronavirus. Alors que, d'une façon générale, l'État maltraite la recherche publique depuis plus de dix ans, certains domaines souffrent notablement.

La recherche fondamentale sur les virus émergents, et entre autres les coronavirus, a ainsi été très affectée par des désengagements successifs de l'État et de l'Europe.

Ces choix politiques irresponsables ne peuvent plus durer.

La Région Ile-de-France elle-même s'est, depuis 2016, inscrite dans cette logique, en privilégiant la recherche appliquée et les transferts de technologies au détriment de la recherche fondamentale.

Il apparaît aujourd'hui indispensable que ces orientations soient revues, et que notre collectivité revienne à une politique d'aide beaucoup plus affirmée à la recherche fondamentale. Tel est le sens du second article proposé par cet amendement.

Céline MALAISÉ

Présidente de groupe

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C Malaisé', with a long horizontal stroke extending to the right.